


















# Procédure file

Informations de base	
INL - Procédure d'initiative législative	2020/2129(INL)
Procédure terminée	
Devoir de vigilance et responsabilité des entreprises	
Sujet 3.45.01 Droit des sociétés	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	 <a href="#">Affaires juridiques</a> (Commission associée)		15/06/2020
		 <a href="#">WOLTERS Lara</a>	
		Rapporteur(e) fictif/fictive	
		 <a href="#">VOSS Axel</a>	
		 <a href="#">DURAND Pascal</a>	
		 <a href="#">HAUTALA Heidi</a>	
		 <a href="#">LEBRETON Gilles</a>	
		 <a href="#">BUXADÉ VILLALBA Jorge</a>	
		 <a href="#">AUBRY Manon</a>	
	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
 <a href="#">Affaires étrangères</a> (Commission associée)			04/05/2020
	 <a href="#">GLUCKSMANN Raphaël</a>		
 <a href="#">Développement</a>			22/01/2020
	 <a href="#">TARABELLA Marc</a>		
 <a href="#">Commerce international</a> (Commission associée)			11/06/2020
	 <a href="#">LANGE Bernd</a>		
 <a href="#">Affaires économiques et monétaires</a>		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	

Evénements clés			
17/09/2020	Annnonce en plénière de la saisine de la commission		

17/09/2020	Annonce en plénière de la saisine des commissions associées		
27/01/2021	Vote en commission		
12/02/2021	Dépôt du rapport de la commission	<a href="#">A9-0018/2021</a>	Résumé
08/03/2021	Débat en plénière		
10/03/2021	Résultat du vote au parlement		
10/03/2021	Décision du Parlement	<a href="#">T9-0073/2021</a>	Résumé
11/03/2021	Fin de la procédure au Parlement		

### Informations techniques

Référence de procédure	2020/2129(INL)
Type de procédure	INL - Procédure d'initiative législative
Sous-type de procédure	Demande de proposition législative
Base juridique	Règlement du Parlement EP 47; Règlement du Parlement EP 57
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 159
Étape de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission parlementaire	JURI/9/03601

### Portail de documentation

Projet de rapport de la commission		<a href="#">PE657.191</a>	11/09/2020	EP	
Amendements déposés en commission		<a href="#">PE658.901</a>	08/10/2020	EP	
Amendements déposés en commission		<a href="#">PE658.902</a>	08/10/2020	EP	
Amendements déposés en commission		<a href="#">PE658.905</a>	08/10/2020	EP	
Amendements déposés en commission		<a href="#">PE658.906</a>	08/10/2020	EP	
Avis de la commission	<b>INTA</b>	<a href="#">PE655.776</a>	28/10/2020	EP	
Avis de la commission	<b>DEVE</b>	<a href="#">PE657.424</a>	18/11/2020	EP	
Avis de la commission	<b>AFET</b>	<a href="#">PE655.782</a>	25/11/2020	EP	
Rapport déposé de la commission, lecture unique		<a href="#">A9-0018/2021</a>	12/02/2021	EP	Résumé
Texte adopté du Parlement, lecture unique		<a href="#">T9-0073/2021</a>	10/03/2021	EP	Résumé

## Devoir de vigilance et responsabilité des entreprises

La commission des affaires juridiques a adopté un rapport d'initiative législative de Lara WOLTERS (S&D, NL) contenant des recommandations à la Commission sur le devoir de diligence et la responsabilité des entreprises.

Selon une étude de la Commission, seules 37 % des entreprises interrogées font actuellement preuve de diligence raisonnable en matière d'environnement et de droits de l'homme. L'adoption de cadres et de normes de diligence raisonnable au sein des Nations unies, du Conseil de l'Europe, de l'OCDE et de l'OIT est volontaire et, par conséquent, leur application a été limitée. La législation de l'UE devrait progressivement et de manière constructive s'appuyer sur ces cadres et normes.

Les députés ont demandé que la Commission présente sans délai une proposition législative sur la diligence raisonnable obligatoire de la chaîne d'approvisionnement.

### ***Mesures contraignantes***

Dans ce rapport, les députés ont estimé que l'UE devrait adopter d'urgence des exigences contraignantes pour les entreprises afin d'identifier, d'évaluer, de traiter, de remédier et de prévenir les impacts négatifs potentiels et/ou réels sur les droits de l'homme, l'environnement et la bonne gouvernance dans leur chaîne de valeur. Ces exigences contraignantes renforceraient la réputation des entreprises de l'UE et de l'UE en tant qu'organisme de normalisation.

### ***Traçabilité de la chaîne d'approvisionnement***

Le rapport a demandé que la traçabilité de la chaîne d'approvisionnement soit renforcée, sur la base des règles d'origine du code des douanes de l'Union. La politique de l'UE en matière de droits de l'homme et les futures exigences de diligence raisonnable des entreprises adoptées à la suite d'une proposition législative de la Commission devraient être prises en compte dans la conduite de la politique commerciale de l'Union, y compris en ce qui concerne la ratification des accords de commerce et d'investissement, et devraient couvrir les échanges avec tous les partenaires commerciaux, et pas seulement ceux avec lesquels l'UE a conclu un accord de libre-échange.

### ***Un champ d'application plus large***

Les députés considèrent que le champ d'application de tout futur cadre européen obligatoire en matière de diligence raisonnable devrait être large et couvrir toutes les grandes entreprises, y compris celles qui fournissent des services financiers. Ils ont également estimé que le cadre devrait également couvrir les entreprises qui sont établies en dehors de l'UE mais qui sont actives sur le marché intérieur.

### ***Conformité aux critères environnementaux et aux droits de l'homme***

Le respect des obligations de diligence raisonnable devrait être une condition d'accès au marché intérieur et les opérateurs devraient être tenus d'établir et de fournir la preuve, par l'exercice d'une diligence raisonnable, que les produits qu'ils mettent sur le marché intérieur sont conformes aux critères environnementaux et aux droits de l'homme définis dans la future législation en matière de diligence raisonnable. Des mesures complémentaires devraient être introduites, telles que l'interdiction de l'importation de produits liés à de graves violations des droits de l'homme comme le travail forcé ou le travail des enfants.

### ***Respect du principe de diligence raisonnable***

Les députés ont estimé que, pour faire respecter le principe de diligence raisonnable, les États membres devraient créer ou désigner des autorités nationales chargées de partager les meilleures pratiques, de mener des enquêtes, de superviser et d'imposer des sanctions, en tenant compte de la gravité et du caractère répété des infractions.

La Commission est invitée à mettre en place un réseau européen de diligence raisonnable qui sera chargé, avec les autorités nationales compétentes, de coordonner et de faire converger les pratiques en matière de réglementation, d'enquête, d'application et de surveillance, ainsi que de partager les informations et de contrôler les performances des autorités nationales compétentes.

### ***Transparence***

Le rapport souligne que des exigences de transparence complètes sont un élément crucial de la législation sur la diligence raisonnable obligatoire. Il invite la Commission à étudier de nouvelles solutions technologiques permettant d'établir et d'améliorer la traçabilité dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

### ***Mécanismes de réclamation***

Un mécanisme de réclamation au niveau d'une entreprise peut fournir un recours efficace à un stade précoce, à condition qu'il soit légitime, accessible, prévisible, équitable, transparent, compatible avec les droits de l'homme, basé sur l'engagement et le dialogue, et qu'il protège contre les représailles.

Ces mécanismes privés devraient être correctement articulés avec les mécanismes judiciaires afin de garantir la plus haute protection des droits fondamentaux, y compris le droit à un procès équitable. Ils ne devraient jamais porter atteinte au droit d'une victime de déposer une plainte devant les autorités compétentes ou de demander justice devant un tribunal.

## **Devoir de vigilance et responsabilité des entreprises**

---

Le Parlement européen a adopté par 504 voix pour, 79 contre et 112 abstentions, une résolution contenant des recommandations à la Commission sur le devoir de vigilance et la responsabilité des entreprises. Selon une étude de la Commission, seules 37 % des entreprises interrogées font actuellement preuve de diligence raisonnable en matière d'environnement et de droits de l'homme. L'adoption de cadres et de

normes de diligence raisonnable au sein des Nations unies, du Conseil de l'Europe, de l'OCDE et de l'OIT est volontaire et, par conséquent, leur application a été limitée. La législation de l'UE devrait progressivement et de manière constructive s'appuyer sur ces cadres et normes.

### ***Mesures contraignantes à l'échelle de l'UE***

Les députés estiment que l'Union devrait adopter de toute urgence des exigences contraignantes imposant aux entreprises d'identifier, dévaluer, de prévenir, de faire cesser, d'atténuer, de surveiller et de communiquer les effets préjudiciables potentiels et/ou réels pour les droits de l'homme, l'environnement et la bonne gouvernance dans leur chaîne de valeur, ainsi que de rendre compte, de s'y attaquer et de y remédier.

Le Parlement a demandé que la Commission présente sans délai une proposition de directive relative aux obligations de vigilance dans la chaîne d'approvisionnement. La résolution contient des recommandations sur les éléments clés de l'initiative législative proposée:

### ***Champ d'application***

Le champ d'application du futur cadre européen obligatoire en matière de diligence raisonnable devrait couvrir les grandes entreprises régies par le droit d'un État membre ou établies sur le territoire de l'Union, et s'appliquer également à toutes les petites et moyennes entreprises cotées en bourse, ainsi qu'aux petites et moyennes entreprises à haut risque.

### ***Stratégie de vigilance***

En vertu de la directive proposée, les entreprises devraient :

- définir des règles pour s'assurer que les entreprises font efficacement preuve de la vigilance appropriée en ce qui concerne les incidences négatives potentielles ou réelles sur les droits de l'homme, l'environnement et la bonne gouvernance dans leurs activités et leurs relations d'affaires;
- nouer avec les parties prenantes un dialogue de bonne foi, de manière efficace, constructive et avisée, lors de l'établissement et de la mise en œuvre de leur stratégie de vigilance;
- publier, dans le respect du secret commercial, la version actualisée de leur stratégie de vigilance ou la déclaration comportant l'évaluation des risques et la mettre gratuitement à la disposition du public, en particulier sur leur site internet;
- communiquer leur stratégie de vigilance aux représentants des travailleurs et aux syndicats, ainsi qu'aux relations d'affaires de l'entreprise et, sur demande, à l'une des autorités nationales compétentes;
- évaluer l'efficacité et le caractère approprié de leur stratégie de vigilance et de sa mise en œuvre au moins une fois par an, et la réviser chaque fois qu'une révision est jugée nécessaire à la suite de l'évaluation;
- mettre en place un mécanisme de traitement des plaintes, à la fois comme mécanisme d'alerte précoce des risques et comme système de médiation, permettant à toute partie prenante d'exprimer des préoccupations raisonnables concernant l'existence d'une incidence négative potentielle ou réelle sur les droits de l'homme, l'environnement ou la bonne gouvernance;
- prévoir un processus de correction ou coopérer dans le cadre de celui-ci lorsqu'ils constatent qu'ils ont causé une incidence négative ou qu'ils y ont contribué.

### ***Surveillance***

Chaque État membre devrait désigner une ou plusieurs autorités nationales compétentes chargées de surveiller l'application de la directive et de diffuser les meilleures pratiques en matière de devoir de vigilance. Les autorités nationales compétentes désignées devraient être indépendantes et disposer de ressources humaines, techniques et financières nécessaires, de locaux et d'une infrastructure, et de l'expertise permettant de s'acquitter efficacement de leurs obligations.

Les autorités compétentes des États membres pourraient mener des enquêtes pour s'assurer que les entreprises respectent les obligations. Ces contrôles pourraient comprendre l'examen de la stratégie de vigilance de l'entreprise, du fonctionnement du mécanisme de traitement des plaintes, ainsi que des contrôles sur place.

### ***Lignes directrices***

La Commission, en consultation avec les États membres et l'OCDE, et avec l'aide de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, l'Agence européenne pour l'environnement et l'Agence exécutive pour les PME, devrait publier des lignes directrices générales non contraignantes à destination des entreprises sur les meilleures manières de satisfaire aux obligations en matière de devoir de vigilance.

Un portail spécifique pour les PME devrait être disponible dans les États membres leur permettant de solliciter un soutien et des informations sur la meilleure façon de satisfaire à leurs obligations.